



Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE

Section de la Haute Loire

17, rue des moulins - BP351
43012 LE PUYEN VELAY CEDEX
Fo.043@dgfip.finances.gouv.fr

Le Puy, 23/12/2009

**FO BOYCOTTE LES REUNIONS
CONVOQUEES PAR LES DIRECTIONS
EN REACTION AUX
SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DE 2010**

La section Force Ouvrière Finances Publiques de la Haute Loire a boycotté, le 9 décembre, la réunion informelle convoquée dans la filière fiscale par le DSF sur le sujet, pour manifester son refus :

- 1- des 3 suppressions nettes de catégorie B et C subies par la filière fiscale en 2010,
- 2- de participer à des réunions qui, au nom d'un pseudo- dialogue social, servent à faire avaliser par les organisations syndicales, la politique de liquidation des services et des missions.

Côté filière gestion comptable, les représentants du personnel, dans le cadre des consignes données par le Force Ouvrière Finances Publiques, ont boycotté, ce 17 décembre 2009, la séance du CTPPL des Services départementaux de la filière gestion publique, pour protester contre les 2 nouvelles suppressions d'emplois de catégorie C que subit notre département au titre de 2010.

Ces suppressions s'ajoutent aux 20 supportées ces dernières années par les seuls services départementaux du Trésor, au titre de la Réforme de l'Etat, de la RGPP et donc de la fusion, et auxquelles l'ORE (Outil de Réduction des Emplois) a servi d'habillage.

TPG et DSF ont reçu un courrier similaire :

“ FO- DGFIP n'accepte pas les 2469 suppressions d'emplois programmées pour

2010, qui s'ajoutent aux 10 000 emplois déjà supprimés à la DGFIP en quelques années!

En accord avec notre secrétariat général, F.O.-DGFIP 43 condamne la politique des gouvernements successifs qui ont toujours considéré les effectifs du ministère comme une variable d'ajustement budgétaire toujours plus médiatisée à l'approche des échéances électorales.

Les restructurations, organisées au titre de la Fusion DGI- DGCP qui est le nom qu'a pris la RGPP dans nos administrations, se multiplient et bouleversent toutes les cohérences internes des services, depuis l'administration centrale jusqu'au niveau départemental.

Les services sont déjà exsangues, désorganisés, ils assurent de plus en plus difficilement leurs missions ; les suppressions d'emplois répétées aboutissent à la remise en cause de leur caractère égalitaire.

Ces bouleversements sans précédent, ces destructions à marche forcée, brisent tous les repères historiques de la manière de servir des fonctionnaires que nous sommes, attachés fortement à la qualité et l'efficacité des services rendus à la population.

Les agents qui ne sont pas tombés, dans leur immense majorité, dans le piège tendu de vos soi-disant "ateliers DOS", vous le signifient : nous sommes à bout, tout est organisé pour nous empêcher de mener à bien les missions de service public pour lesquelles nous avons été recrutés !

Avec eux, nous demandons l'arrêt de la fusion qui conduit nos services à la liquidation.

Alors que notre charge de travail augmente considérablement du fait de l'accroissement des missions des collectivités locales et du déploiement d'HELIOS, du fait des demandes croissantes des contribuables (conséquence de la fusion, mesures gouvernementales, dysfonctionnements informatiques récurrents) et du déploiement de GAÏA, des réductions d'effectifs drastiques ont été opérées ces dernières années sur notre réseau départemental.

A ce stade, toute suppression d'emploi supplémentaire dégraderait de façon insupportable et intolérable tant nos conditions de travail que le service rendu aux particuliers et collectivités locales, à un moment où la crise accentue les inégalités.

Pour marquer notre refus de cette politique et protester contre les nouvelles suppressions d'emplois que vous vous apprêtez à dévoiler, nous ne participerons pas au CTPL ce 17 décembre 2009.

Les représentants Force Ouvrière du personnel"